

donne le capitalisme dans sa phase de décadence. Désormais les centristes ne pourront plus se laisser prendre par des déclarations de repentir d'ouvriers ou de militants un instant égarés dans le chemin de classe. Comme le fasciste, plus que lui, il faudra frapper impitoyablement et dans la répression aller au fond des choses en atteignant tous ceux qui directement ou indirectement, volontairement ou involontairement, auraient réagi contre le mécanisme de la domination centriste.

Les ouvriers révolutionnaires sont des bandits. En U.R.S.S. il y a, Dieu merci, encore de bons isolateurs et de bonnes prisons, comme il y a encore d'excellents bourreaux tuant avec dextérité. Voilà le second point du discours de Staline et le troisième s'y rattache immédiatement car il marque la nécessité d'emporter définitivement les masses dans une agitation limitée par deux pôles : le tourbillon de la guerre impérialiste et le massacre de toute la génération qui fit et concrétisa Octobre 1917. Le centrisme déclenche une offensive préventive et puisque un danger révolutionnaire ne peut se manifester dans un organisme d'avant garde que Trotsky a liquidé avec sa politique de compromission et d'Union Sacrée pour la défense de l'U.R.S.S., l'offensive est dirigée contre les contradictions de la société soviétique dans l'espoir — partagé par tous les pays capitalistes — que son développement détruira tout espoir de réveil prolétarien. Mais la contradiction git en ceci : pour créer une ambiance de guerre impérialiste et fonder l'économie de guerre, le capitalisme évolue vers une tension des rapports entre les classes, et cela se traduit également dans la sphère soviétique.

Ainsi, dans ce discours de Staline est photographiée l'évolution des situations en Russie et quand Staline part en guerre contre le trotskisme international il ne fait que se joindre à tous les autres massacreurs qui veulent en finir avec le « communisme » et plongent leurs poignards dans les contrastes qui font surgir les ouvriers sur l'arène politique.

Mais la croisade contre les militants révolutionnaires d'avant garde dont Staline a pris la tête porte en elle une série d'enseignements que le capitalisme a retiré de la précédente tourmente sociale. Qui donc

mieux que le centrisme peut repérer les rares noyaux qui demain pourraient prendre la tête des masses ? Qui mieux que lui peut les faire assassiner avec l'assentiment des prolétaires emportés par la guerre impérialiste ? Quand l'État Soviétique dénonce les « trotskistes-fascistes », qui s'abouche avec les différentes polices — qu'il charge les partis communistes de ce travail délicat, on peut toujours faire reculer la méfiance ouvrière avec les grandes phrases sur l'édification du socialisme.

Staline sait — et son discours en est la preuve — qu'en Russie restent des institutions avec l'étiquette prolétarienne — que les principes de classe qui en permirent la fondation ont été transférés dans les groupes restreints de la gauche communiste. Ces principes il faut les briser dans les individualités, les groupes qui s'en sont armés et qui demain pourraient les employer contre toutes les formes de domination capitaliste, y compris celle du centrisme. La lutte de classe est aujourd'hui cette lutte impitoyable entre ces groupes de la gauche communiste et toutes les forces et formes de la domination capitaliste.

Mais si la répression, la délation, l'assassinat peuvent enlever des têtes précieuses à la lutte prolétarienne, rien ne peut supprimer les principes qui ont couronné l'évolution douloureuse des travailleurs et leur martyre alimente sans cesse l'effort révolutionnaire pour maintenir intégralement le bagage idéologique du prolétariat et surtout — ce qui est la seule façon de le maintenir — de le compléter.

Les bourreaux ont donc parlé. Le prolétaire au travers de ses fractions de gauche leur répond en hissant son drapeau de révolution communiste et en restant sur le chemin qui lui a permis, jusqu'ici, de lutter contre le centrisme, qui lui permet de voir dans la forme soviétique une nouvelle forme d'écrasement des ouvriers et qui lui permet de comprendre que si des institutions croulent, des conquêtes ouvrières sont gagnées à la cause de l'ennemi, le programme de la révolution n'a pas fait faillite mais trouve une nouvelle confirmation dans les cataclysmes qui se déroulent sur la société capitaliste malgré la liquidation d'Octobre 1917.

Les nécessités nouvelles du capitalisme américain et leur reflet dans le mouvement ouvrier

Les contrastes — pour parler américain — entre « l'unionisme de métier » (craft unionism) et « l'unionisme d'industrie » (industrial unionism) entre le système d'organisation « horizontal » et « vertical », que nous retrouvons d'ailleurs déjà dans le passé, et qui seulement ces derniers temps ont pris une forme accentuée en liaison surtout avec l'expérience de Roosevelt, tout cela n'est qu'un des aspects et des plus superficiels des problèmes sociaux qui préoccupent les États-Unis.

La Fédération américaine du Travail (A. F. L.), depuis qu'elle a été fondée en 1886 par Samuel Gompers, a été basée sur les petits syndicats de métiers — dont il en existe souvent une dizaine dans une même industrie — et elle regroupe essentiellement des ouvriers qualifiés (de Skilled Labor). Les ouvriers non qualifiés et les manœuvres en étaient jusqu'à ces derniers temps presque complètement exclus. Pour Gompers et ses épigones la A. F. L. ne devait pas être une organisation de masses mais l'expression de l'aristocratie ouvrière, des artisans et des ouvriers spécialisés qui, ayant acquis la possession d'un art ou d'un métier, avaient droit d'exiger du patronat un traitement privilégié. Pour eux la « closed shop » contrat conclu avec les patrons d'après lequel était reconnu à l'Union, c'est-à-dire au syndicat, l'autorité de traiter au nom des ouvriers, stipulait aussi que tous les ouvriers non inscrits à l'Union devaient être exclus du travail. Pour obtenir cela, la A. F. L. n'a pas hésité à recourir aux moyens les plus radicaux — même terroristes — qui faisaient un étrange contraste avec la politique réformiste de cette organisation. Le contraste était latent à mesure que la A. F. L. (dans sa forme dépassée du Trade Unionisme) était dans l'impossibilité d'organiser les 25 millions d'ouvriers semi ou non spécialisés qui étaient devenus peu à peu l'énorme majorité employée dans les industries de base. Mais la divergence éclata dans sa forme la plus accentuée en 1933, quand l'illusion suscitée par

la N.I.R.A. détermina une poussée dans les syndicats, correspondante avec la nouvelle politique de Roosevelt. Les syndicats recrutèrent donc à tour de bras... mais parmi les « unskilled » évidemment. Et c'était précisément cela que ne voulaient pas les dirigeants de la A. F. L.

Les bonzes de la vieille école : les Green, les Woll, virent dans cela le spectre de la débacle : débacle idéologique de leur politique traditionnelle — aussi de la doctrine de Monroe appliquée dans le mouvement ouvrier au travers de l'hostilité, pour établir un contact permanent avec les ouvriers d'Europe — désastre personnel parce que l'invasion des « barbares », c'est-à-dire des non spécialisés et des manœuvres dans la A. F. L. aurait fini avec la création d'une nouvelle bureaucratie syndicale qui les aurait balayés. D'autres bonzes plus progressifs (ou plus aventuristes), John L. Lewis en tête virent, par contre, s'ouvrir devant eux la perspective alléchante de 25 millions d'éventuels syndiqués, une mine d'or et d'influence à exploiter près des pouvoirs constitués.

Les autres, par contre, plutôt que d'accepter la forme industrialiste qui aurait permis l'organisation de ces masses ont préféré briser l'organisation. Pour ne pas courir le risque de perdre leur sinécure ils ont expulsé les adhérents à la C.O.I. (Commission d'Organisation Industrielle) même si cela signifiait amputer leurs effectifs de presque la moitié.

Cela ne veut pas dire évidemment que les bonzes de la A. F. L. voulaient rompre avec Roosevelt, livrer bataille sur ce terrain au gouvernement Fédéral.

Tout autrement, nous les verrons entrer avec leurs adversaires industrialistes dans la Non Partisan Labor League, qui fut créée pour patroner la réélection en 1936, de Roosevelt. Ils n'entendaient certes pas renoncer à leur fonction de « Labor lieutenant » du capitalisme, mais il était seulement question de dissensions pour mieux remplir leur fonction.

Ce fut après que le Congrès d'Atlantic City de l'A. F. L. refusa de donner une « Charte » industrielle aux syndicats d'in-